

Contre l'ouverture des moyennes surfaces le dimanche, les enseignants dans la lutte interpro !

Des enseignants, militants de la FNEC-FP FO 35, étaient présents lors des rassemblements, ces derniers dimanches, devant les magasins Carrefour de la moyenne distribution dont la direction a rompu un accord au niveau du bassin rennais, garantissant leur fermeture dominicale. Il s'agit pour eux d'affirmer une solidarité interprofessionnelle qui va bien au-delà des bons sentiments.

D'expérience, les enseignants savent que les conditions d'existence des enfants influent grandement sur leurs apprentissages. Or, les conditions d'existence des enfants dépendent essentiellement de celles de leurs parents.

Pour investir les apprentissages, les élèves doivent bénéficier d'un environnement bienveillant, de repères stables et de stimulations sociales épanouissantes : rencontres familiales et amicales, vie sportive et associative, etc.. Il faut avoir l'inconséquence et l'arrogance d'un ministre pour s'imaginer que l'école, seule, peut offrir ces conditions. Le temps libre parfaitement autonome permettant ces rencontres ne peut être pris que sur celui de la production, de la distribution, et pour tout dire sur celui du travail salarié. Il implique un repère fiable communément partagé : le repos dominical, et des horaires de travail clairement délimités.

Les enfants dont les parents travaillent le dimanche sont nécessairement privés de ces conditions. Vie familiale altérée, socialisation amoindrie, *Sunday as a sad day*, ils retrouvent les bancs de l'école le lundi matin après avoir été bringuebalés selon des modes de garde entièrement soumis au règne de la nécessité et de la survie économique (joindre les deux bouts à tout prix).

Et puis, si les moyennes surfaces sont ouvertes le dimanche, pourquoi ne seraient-elles pas approvisionnées ce même jour ? Pourquoi les grandes surfaces ne seraient-elles pas ouvertes à leur tour ? Et les crèches municipales, pour pérenniser la prise en charge des enfants des travailleurs du commerce ? Et les établissements de crédit, pour favoriser la consommation ? Et les centres d'entretien pour réparer les camions de livraison ? Et les concessionnaires pour vendre les automobiles permettant d'accéder à ces moyennes surfaces ? Et les centres de de contrôle technique pour délivrer les labels éco des autos ?

La disparition du repos dominical, et plus généralement le dérégulation des horaires de travail des parents, contribuent à favoriser le désinvestissement

des enfants pour les activités intellectuelles, les cas de décrochage scolaire, à multiplier les profils d'élèves à « besoin éducatif particulier » - pour reprendre la terminologie en vogue au ministère. Elle est à rapprocher des attaques déjà affirmées ou qui se profilent contre les conditions de travail et le statut des enseignants, sans parler de l'entreprise de culpabilisation autour des évaluations PISA.

Plus encore, la tentative de généraliser l'ouverture des commerces le dimanche est constitutive de l'attaque généralisée contre les droits collectifs des travailleurs, les acquis, les statuts.

La participation des enseignants à la lutte contre l'ouverture des moyennes surfaces le dimanche participe de la lutte interprofessionnelle pour résister, revendiquer, reconquérir. Elle doit s'affirmer et s'amplifier au niveau de nos Unions locales et de notre Union départementale.

Frédéric (snudi-fo 35)